

«TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 198 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3018 - Prix : 1 €

Etats-Unis - Iran

Les cessez-le-feu n'arrêtent pas la guerre



**De nouveaux cadeaux
pour les patrons
de l'Est : Bédier
applaudit !**

page 4

**Aubry à La Réunion :
un déplacement
intéressé**

page 6

**Corée du Sud
Samsung a dû
payer**

page 12

Une possible trêve... entre deux guerres

Les États-Unis et l'Iran vont-ils arriver à un accord de paix ? Ce serait, bien sûr, un immense soulagement pour la population iranienne et pour nous tous, ici.

Pour les Iraniens, ce serait la fin de l'angoisse des bombardements et la remise en marche de l'économie, qui s'est effondrée sous les coups des destructions et des fermetures de grands complexes industriels. La levée du blocus réduirait peut-être les pénuries et l'inflation, même si elle ne supprimera pas la dictature que plusieurs millions d'Iraniens ont contestée il y a moins de cinq mois.

Pour nous, ici, cela signifierait la réouverture du détroit d'Ormuz et une moindre pression sur les cours du pétrole. Cela n'empêchera pas l'inflation de se répandre dans toute l'économie car le mal est fait : les prix sont repartis à la hausse et les circuits économiques vont mettre beaucoup de temps à se rétablir. Mais la pression va se relâcher... dans l'attente d'une autre crise.

Si accord de paix il y a, il sera entre Washington et Téhéran, pas entre Tel-Aviv et Téhéran. L'État israélien, fort du soutien américain et de son impunité internationale, veut continuer d'imposer sa domination sur toute la région. La guerre continue donc au Liban, la colonisation et l'oppression des Palestiniens se poursuivent à Gaza et en Cisjordanie.

Même entre les États-Unis et l'Iran, cet accord ne serait qu'un répit entre deux guerres. Car aucune des raisons qui ont poussé Trump à bombarder l'Iran n'a disparu. Le régime des Gardiens de la révolution n'a rien lâché sur le nucléaire et le moins que l'on puisse dire est qu'il ne se soumet pas.

Si un accord survient, ce sera parce que les États-Unis auront accepté de manger leur chapeau en entérinant certaines conditions de ce régime.

Trump a embarqué les États-Unis dans le même type d'impasse et de défaite qu'ils ont déjà connu au Vietnam, en Irak et en Afghanistan : la plus grande puissance mondiale peut bombarder et semer la dévastation des mois et des années durant, cela ne lui donne pas pour autant les moyens de conquérir un pays et de briser un régime.

Ce cuisant revers n'empêchera cependant pas Trump de fanfaronner, et il ne changera rien à la volonté américaine de régenter le monde. Le psychopathe de la Maison Blanche est confronté à l'hostilité de la population américaine face à sa guerre. Il a besoin de calmer le jeu pour ne pas risquer de subir une défaite électorale dans six mois, lors des élections de mi-mandat. Mais il reste le chef suprême de l'impérialisme, déterminé à consolider à tout prix la domination des capitalistes américains partout sur la planète.

L'humanité est de nouveau confrontée à une époque de guerre mondiale. Parce que le capitalisme étouffe dans ses frontières nationales et parce que la compétition pour le contrôle des marchés, des matières premières et des circuits commerciaux continue. Les États-Unis sont à l'offensive parce qu'ils ont peur de voir leur leadership menacé, en particulier par la Chine. Alors, ils ne tolèrent plus les régimes qui ne sont pas complètement à leur botte en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique.

Et ce n'est pas parce que Trump et Xi Jinping se sont serré la main à Pékin, il y a dix jours, que les choses vont s'arrêter là. Les États-Unis et la Chine se préparent pour leur grande confrontation, et tous les États sont en train d'amasser un arsenal capable de faire sauter plusieurs fois la planète.

Alors non, la guerre entre les États-Unis et l'Iran ne sera pas qu'une parenthèse. Elle a accru l'instabilité du monde, accru le militarisme et accru la crise économique aussi.

Ce n'est pas dans des poignées de mains et dans les accords de paix entre tyrans que le capitalisme montre son vrai visage. Il le montre dans le fracas des bombes et la sordide comptabilité des morts. Il le montre dans les combats meurtriers pour conquérir le moindre mètre carré en Ukraine.

Il le montre dans la destruction méthodique de Gaza, dans le supplice des Palestiniens, les villages libanais dynamités et rayés de la carte, dans les guerres sans fin qui ravagent l'Afrique. Il le montre dans les souffrances infinies des familles qui perdent leurs proches, leurs maisons, leurs terres.

Le capitalisme et la société bourgeoise cachent de moins en moins leur férocité et leur violence derrière le prétendu droit international. Il ne faut pas seulement dénoncer ces mensonges mais se battre pour renverser ce système barbare.

Augmentations des prix des carburants et cagnotte de l'État

Lecornu dans une intervention récente devant les députés s'est inscrit en faux contre l'idée que l'État ferait partie des profiteurs de la crise pétrolière. Il a déclaré que, si dans un premier temps, le montant des taxes encaissées sur les carburants suite à l'envolée des prix du brut est monté en flèche lui aussi et a rapporté des milliards à l'État, en mai, il a redescendu au niveau d'avant la crise pour

la raison que les automobilistes ont fortement réduit leurs déplacements et donc leur consommation d'essence et de gazole.

La cagnotte supplémentaire encaissée par l'État en avril aurait été épongée par la diminution de la consommation de carburants en mai.

Il n'en reste pas moins que crise ou pas crise, l'État et les compagnies

pétrolières font des affaires en or sur le dos des travailleurs et que ces marges réduisent d'autant la marge qui reste aux salariés pour joindre les deux bouts chaque mois.

Eh bien qu'on prenne sur leurs marges pour augmenter nos salaires qui manquent de carburant !

L'apprentissage de la colère

Le gouvernement français dirigé par Lecornu cherche à faire des économies au détriment de la population.

Ainsi l'enveloppe attribuée ces dernières années à la formation des apprentis passe de 134 à 33 millions d'euros, soit une division par quatre

pour l'ensemble des régions.

Pour la Réunion c'est une chute de 4 millions à 500 000 euros. L'apprentissage, contrairement à un certain discours officiel, est loin de permettre aux jeunes de trouver un emploi. Mais son existence peut être une opportunité pour certains d'approcher

et d'apprendre un métier.

Là les jeunes apprennent que ce qui devrait leur revenir le gouvernement le réserve pour les gros capitalistes et les marchands de canons. Belle leçon à ne pas oublier.

L'apprentissage : une affaire en or pour les patrons

Pendant des années, les dirigeants des centres de formation professionnelle se sont gavés avec les fonds publics. Le guichet des financements étatiques, ouvert à volonté et sans contrôle, a offert l'opportunité à une multitude d'officines frauduleuses de prospérer à La Réunion. Leur nombre est passé de 12 en 2018, année du lancement de réforme de l'apprentissage, à 216 en 2025.

Nombre des formations prodiguées étaient sans intérêts et ne débouchaient pas sur la maîtrise d'un vrai métier, mais ont permis à leurs dirigeants de se remplir les poches à bon compte. Par ailleurs il n'est

pas rare de voir certains employeurs utiliser les apprentis pour faire fonctionner leurs entreprises. L'occasion est trop belle de diviser leur masse salariale par deux ou trois.

Pactole assuré ! D'autant plus que les contrôles par l'État sont quasiment inexistantes.

Les jeunes, dans de pareils cas, n'apprennent rien, sinon la dure loi de l'exploitation patronale.

On a eu le cas dans le passé des jeunes qui en fait d'apprentissage passaient le plus clair de leur temps à découper des planches dans des ateliers de menuiserie, à distribuer les carburants dans les stations essence

ou à servir des repas dans des restaurants sans passer une heure sur les bancs de centres de formations avec la complicité de leurs dirigeants.

Quant à trouver un travail permanent aux jeunes en apprentissage, tel n'est pas l'objectif que s'est fixé ce gouvernement, pas plus que ceux d'avant. C'est bien plutôt de mettre à la disposition des patrons une main d'oeuvre bon marché, qui marche au doigt et à l'oeil et se rend disponible quand les patrons le décident.

Tout le contraire d'une politique d'émancipation par le travail !

Le petit jeu du préfet

Habitué à jouer les pères la morale, le préfet Latron a réuni patrons et responsables des centres de formation vendredi 29 mai afin de « réguler collectivement le secteur de la formation professionnelle ».

Lors de cette réunion, il a été question de « respect du droit du travail,

des aspects pédagogiques et financiers des CFA et de l'utilisation des comptes personnels de formation ». Tout l'aréopage présent a signé comme un seul homme une charte de bonne conduite.

Mais il y a tout à parier que les affaires et comportements abusifs

continueront comme avant, car ceux qui dirigent l'État sont avant tout au service du patronat et n'ont en aucune façon l'intention d'exercer contre eux quelque contrôle que ce soit.

Le capitalisme, c'est depuis toujours la crise, le chômage et la guerre

La Confédération Syndicale Internationale (la CSI, dont fait partie la CGT) alerte sur la dégradation générale des droits des travailleurs dans le monde.

« Jadis considérés comme stables, des pays comme les États-Unis et la France contribuent désormais à une recrudescence mondiale de la répression, exposant l'attaque systématique portée à la démocratie et aux droits au travail », souligne la confédération. Ainsi, « les États-Unis rejoignent la liste des pays à surveiller alors que les attaques portées aux libertés des travailleurs accélèrent l'érosion de la démocratie ». En cause, « des restrictions de la négociation collective et le recours à la force contre les travailleurs ». (Le Monde du 1er juin 2026)

Le rapport dénonce « une attaque coordonnée contre la démocratie – un coup d'État des milliardaires, soutenu par des dirigeants politiques ; les travailleurs sont dépouillés

de leurs droits et réduits au silence, et les économies sont manipulées au profit d'une poignée de puissants ». Les dirigeants syndicaux de premier plan sont « pris pour cibles », victimes d'arrestations, de violences ou de poursuites en justice ; la surveillance numérique permet de « contrôler et de mettre au pas le personnel, de faire taire les travailleurs et d'empêcher la mobilisation syndicale » ; et les gouvernements « écartent les syndicats et les consultent de moins en moins » lors de l'introduction de nouvelles lois sur le travail ou de réformes de la législation du travail.

Ces dénonciations ne sont pas fausses. Mais selon la CSI toutes ces attaques sont le signe que la crise est devenue systémique.

Or, ce qui est systémique c'est l'exploitation des travailleurs dans le cadre du capitalisme. Ce qui est systémique c'est la guerre de classe qui nous est menée par la bourgeoisie, les monopoles et les gros actionnaires. Et cela ne date pas d'hier.

Dans les combats, petits et grands, menés pour sa défense la classe ouvrière doit prendre conscience que pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme c'est le système capitaliste qu'il faut abattre.



De nouveaux cadeaux pour les patrons de l'Est : Bédier applaudit !

Quelques heures après l'annonce par l'État du passage de toutes les communes de la Cires en Zone Franche d'Activité Nouvelle Génération (ZWANG), le maire de Saint-André, Joé Bédier a déclaré : « Cette décision constitue une excellente nouvelle pour les entreprises de l'Est. Elle vient reconnaître les difficultés rencontrées par notre territoire et apporte des outils concrets pour soutenir durablement l'activité économique, l'investissement et l'emploi », précisant à propos de l'emploi que cette mesure devrait « contribuer au maintien de l'emploi ».

Maintien de l'emploi donc et non développement de l'emploi dont auraient bien besoin les milliers de chômeurs de l'Est. La différence est de taille, mais ça n'a pas l'air de choquer Bédier plus que cela, car tous les politiciens de son acabit pensent que ce qui est bon pour les patrons est bon pour les travailleurs.

En attendant anciens et nouveaux patrons installés dans lesdites communes vont pouvoir bénéficier de

retombées bien sonnantes et bien trebuchantes, à savoir : abatement de 80 % sur les bénéfices imposables, exonération totale de cotisation foncière des entreprises et abatement de 80 % sur la taxe foncière sur les propriétés bâties, sans aucune obligation à créer quelques emplois que ce soit.

Les millions qui resteront sur leurs

comptes manqueront certainement aux communes pour financer leurs investissements publics, mais cela n'a pas l'air de gêner le moins du monde Bédier, Selly et compagnie !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

PLACE PAUL VERGÈS DE SAINT-DENIS

SAMEDI 13 JUIN de 9H30 à 11H30

SAMEDI 27 JUIN de 9H30 à 11H30

Pour nous contacter :

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

L'Armée recrute !

Suite au lancement par Macron du nouveau Service militaire, le 2ème RPIMa a mis en branle une cellule recevant les candidats au séjour sous les drapeaux. Une quarantaine de places sont disponibles, nous dit-on.

Afin d'allécher les jeunes, le gouvernement leur annonce qu'ils seront nourris et blanchis pendant dix mois, et payés 800 euros par mois... mais qu'il leur faudra crapahuter dur avec les parachutistes pour se préparer à intervenir en cas de catastrophes naturelles, participer aux opérations Sentinelles, mais aussi pour défendre les intérêts et la souveraineté de la France sur ses possessions dans l'Océan indien.

Le chef de corps du 2ème RPI-

Ma, interrogé par le Quotidien, est « formel » : pas d'intervention pour eux à l'étranger. Pour le moment !

Car en cas d'augmentation des tensions internationales, la situation peut effectivement basculer dans la guerre en peu de temps. Les jeunes métropolitains et réunionnais qui ont vécu les guerres contre les peuples colonisés d'Algérie ou de Madagascar en savent quelque chose !

Malgré leurs airs de ne pas y toucher, Macron et ses généraux ont besoin, pour préparer les prochaines guerres, de chair à canon.

La jeunesse privée de perspectives d'insertion professionnelle aujourd'hui fait leur affaire.



Budget militaire : rien n'arrête la surenchère

Alors que l'Assemblée nationale a adopté, le 19 mai, un projet de loi rehaussant la loi de programmation militaire de 36 milliards d'euros pour la période 2024-2030, ce n'était pas encore assez pour la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat.

Ces notables veulent en effet surenchérir, avec un nouveau projet prévoyant une hausse de 50 milliards, soit 14 de plus que ce qu'ont voté les députés. Le vote est prévu pour le 9 juin. La droite, qui défend ce texte et qui est majoritaire au Palais du Luxembourg, explique viser

un budget annuel alloué à la guerre de 84 milliards en 2030, alors qu'il était encore de... 31 milliards en 2015.

Le 2 juin, la droite sénatoriale a carrément repoussé la proposition du gouvernement, bloquant ainsi pour quelque temps la valse des cadeaux aux galonnés et aux marchands de canons, avec la volonté de pouvoir augmenter la mise.

Juste avant les élections sénatoriales de septembre, ces sénateurs sont donc sortis de leur train-train pour se faire mousser en agitant la fibre nationaliste et militariste.



Salon de l'armement : hypocrites en solde

« Sont autorisés uniquement les exposants israéliens qui présenteront des systèmes de défense antibalistique et antiaérienne. » Telle est la décision tortueuse annoncée par le général responsable du salon de l'armement Eurosatory, qui aura lieu mi-juin à Villepinte.

Qualifiée par le gouvernement israélien de « décision honteuse », cette annonce correspond à la timide condamnation par le gouvernement français de l'offensive israélienne au Sud-Liban, et notamment de la prise de la forteresse de Beaufort, considérée comme un emblème des relations

franco-libanaises.

« Ça a le mérite d'être clair [...] Cela évite toute arme offensive », a insisté l'organisateur galonné. En effet, c'est aussi clair que peut l'être le soutien apporté par la bourgeoisie française à la politique meurtrière que mène le pouvoir israélien à Gaza, en Iran, en Syrie, au Liban. C'est un soutien hypocrite mais total, tant pour la classe dirigeante de ce petit impérialisme européen qu'est la France, il est hors de question de s'opposer autrement qu'à la marge, en paroles et avec prudence, à la politique de Trump et de Netanyahu.

D'ailleurs, plus de 525 livraisons de matériel militaire à destination des industries « de défense » et aérospatiale de Tel Aviv ont eu lieu entre octobre 2023 et mars 2026, selon une organisation palestinienne, et une dizaine d'entreprises françaises, dont Safran, Thales, Aubert et Duval, n'ont cessé de fabriquer des pièces pour la société d'armement Elbit Systems, qui alimente l'armée israélienne. Les affaires continuent donc allègrement.

Pouyanné : l'arrogance de la bourgeoisie

« *Nous n'avons pas à nous excuser de réussir* » a affirmé le PDG Patrick Pouyanné devant les actionnaires de TotalEnergies réunis le 29 mai.

S'indignant d'être qualifié de « profiteur de guerre » pour avoir encaissé 5 milliards d'euros (+51 % par rapport à 2025) en trois mois sur fond de guerre au Moyen-Orient, Pouyanné a mis en avant sa bonté d'âme de pétrolier qui accepte de plafonner les prix à la pompe en France, mais aussi menacé d'y mettre un terme. Il

a déclaré ensuite : « *Ce qui me choque le plus, et je parle au nom de nos 35 000 salariés français, c'est quand j'entends que nos bénéficiaires tombent du ciel, que nous n'avons rien à faire pour les encaisser.* »

Il est sûr que les travailleurs du groupe ont permis par leur travail la création de ces richesses. Pourtant ce ne sont pas eux qui les « encaissent, » mais les actionnaires.

Pouyanné, en fidèle serviteur et exécuteur des capitalistes actionnaires, défend leur droit à un enrichissement illimité sur la base de leur

propriété privée. Il défend leur droit à accumuler des milliards grâce aux crises et aux guerres et au détriment de l'environnement. Et c'est bien sûr aussi au détriment des populations ; dont celles de l'Ouganda et du Mozambique qui sont actuellement visées par l'expropriation de leurs terres dans le cadre des mégaprojets pétroliers de Total.

La seule réponse que Pouyanné mériterait de la part de ces populations comme des 100 000 salariés du groupe : « Nous n'avons pas à nous excuser de vous combattre »

Aubry à La Réunion : un déplacement intéressé

Manon Aubry, députée LFI au parlement européen et porte parole de Mélenchon est venue lancer la campagne de ce dernier pour l'élection présidentielle de l'an prochain.

Accompagnée de Jean Luc Rateau et de Younouss Omarjee, elle est partie à la rencontre des agriculteurs et leur a tenu un discours les rassurant sur le maintien des fonds du POSEI.

Mais elle en a surtout profité pour se féliciter de ce que « À un an de l'élection présidentielle, c'est du jamais vu tout simplement. On n'a jamais eu de sondage aussi haut (pour Mélenchon) », souhaitant au passage que les Réunionnais continuent à voter en masse pour LFI comme ils l'avaient fait lors des dernières

élections.

Rappelant que « Le coût de la vie a augmenté, les produits du quotidien, quand en même temps le salaire des Réunionnaises et des Réunionnais est en moyenne plus faible que dans le reste de l'Hexagone. Le résultat c'est qu'on a un taux de pauvreté deux fois plus élevé que dans le reste de l'Hexagone », elle n'a défendu qu'une seule perspective pour les travailleurs : « bien voter », exprimant l'espoir « que les Réunionnais, tel un phare dans la tempête, ouvriront la voie à la grande révolution citoyenne que LFI souhaite pour cette élection présidentielle ». Rien que ça !

La révolution par les urnes ? On ne l'a jamais vu, et pour cause, et on

ne le verra jamais.

Aubry et Mélenchon, comme tous ceux qui nous promettent des lendemains qui chantent par le vote, mentent aux travailleurs et entretiennent chez eux des illusions dont ils ne peuvent que ressortir impuissants et découragés, car tous les futurs gouvernements qui sortiront des urnes gouverneront en respectant la sacrosainte propriété des capitalistes et leurs sacro-saints profits.

Pour en finir avec l'exploitation patronale et avec le système capitaliste qui riment avec crises économiques, chômage de masse, bas salaires, répression des travailleurs et guerres, il n'y a pas d'autre solution que la révolution sociale tout court, le pouvoir des travailleurs !

Debré ou de loin, on n'en veut pas !

La visite du premier ministre Lecornu le 7 mai à Toulouse a été de courte durée.

Après avoir réaffirmé le matin l'engagement de l'État concernant le financement du LGV, il s'appropriait déjà à inaugurer la nouvelle cité administrative avec toute la crème politique locale après avoir pris soin d'éloigner par toute une série de mesures à sa disposition (interdiction de manifester - mobilisation massive de CRS - drones) tous ceux qui auraient pu gâcher leur petite fête.

Las, tout ce déploiement de forces de l'ordre a provoqué l'effet inverse, puisque les syndicats ont appelé les

travailleurs de la cité à manifester leur opposition à la politique anti ouvrière du gouvernement, colère qui a encore augmenté d'un cran quand ces derniers ont appris que l'administration avait décidé de baptiser la nouvelle cité du nom de Michel Debré.

Cet ancien haut fonctionnaire vichyste, rallié comme d'autres à la résistance gaulliste, ministre de De Gaulle, député de La Réunion, s'est illustré par ses prises de positions colonialistes et anti ouvrières. Il a organisé un système d'éloignement de dizaines de milliers de Réunionnais via le Bumidom. Il s'opposait à

l'abolition de la peine de mort et à la légalisation de l'avortement dans l'Hexagone, mais a couvert les stérilisations forcées et la déportation de 2150 enfants réunionnais exilés dans la Creuse et dans 83 départements français.

Un nom honni aussi bien par les exploités de France que par ceux d'Outre Mer !

RN : la voix de son maître

Lors d'interviews récentes, **Jordan Bardella a mis en avant une nouvelle réforme des retraites qui comporterait la suppression de l'âge légal pour en bénéficier.**

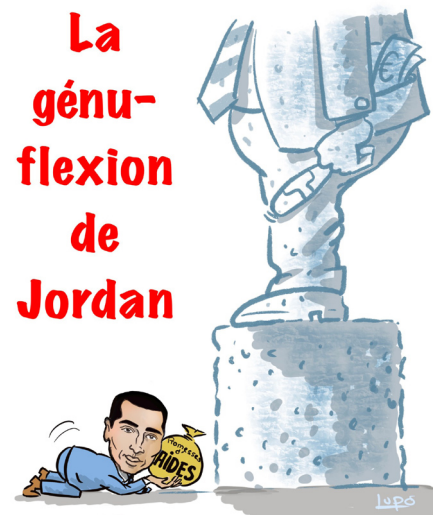
Bardella reprend les arguments de Sarkozy, Hollande et Macron sur les prétendues difficultés financières du régime actuel pour permettre aux patrons d'exploiter les travailleurs sans limite d'âge. Et le dirigeant du RN propose lui aussi la mise en place d'un système par capitalisation. Le 22 mai, sur BFMTV, Marine Le Pen a semblé désavouer son dauphin en affirmant que le départ à 62 ans, credo du RN depuis 2022, était toujours à l'ordre du jour.

Si les journalistes et les commentateurs ont fait leurs choux gras de ces déclarations en apparence contradictoires, Le Pen a souligné avoir « *la même vision économique* » que Bardella. Surtout, tous deux déclarent être encore en train « *d'examiner la question* » en vue de la présiden-

tielle 2027. Là se niche un fragment de vérité : il n'est nullement question de programme, mais seulement d'examiner ce qui permettra au candidat du RN – Bardella ou Le Pen en fonction de la décision que rendra la cour d'appel le 7 juillet – d'être élu en 2027.

Ce n'est pas la première fois que le RN change de ligne sur la question des retraites. Longtemps, son prédécesseur, le FN, a défendu la retraite à 65 ans. Puis, jusqu'en 2022, le RN défendait le départ à la retraite à 60 ans. Ensuite, ce fut le départ à la retraite à 62 ans, puis la contestation de la réforme menée sous Macron en 2023 dans le contexte du mouvement de grèves et de manifestations qu'elle avait fait surgir. Mais lorsque les portes de Matignon ont semblé s'entrouvrir devant Bardella après la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, ce dernier a renoncé promptement à remettre en cause la dernière réforme, sous les applaudissements d'un parterre de patrons.

Il y a donc, d'un côté, les discours de ces politiciens et leurs mises en scène médiatiques que les journalistes commentent à qui mieux mieux et, de l'autre, ce que ferait réellement le RN au pouvoir : appliquer, comme tous leurs prédécesseurs, la feuille de route dictée par la bourgeoisie.



Bardella charognard

Après les violences qui ont suivi la victoire du PSG, Jordan Bardella n'a pas manqué de saisir l'occasion de désigner les immigrés à la vindicte et de se présenter comme le champion de l'ordre.

Présentant des débordements bien réels mais limités comme des « *scènes de quasi-guerre civile* », le dirigeant du RN s'est dit « *horrifié* ». On ne l'a jamais vu manifester autant d'émotion devant l'aggravation de la pauvreté. C'est que, contrairement à ce qu'il prétend, son souci n'est pas le sort des classes populaires, mais la recherche de boucs émissaires.

Sans surprise, selon lui, les violences du samedi 30 mai seraient le résultat de « *l'incapacité depuis trente ans à maîtriser l'immigration* ». Avec ce qui lui tient lieu de raisonnement, les immigrés sont de

toute façon responsables de tout ce qui ne va pas dans le pays. Pour le RN, évidemment, tout est prétexte à alimenter la vieille propagande xénophobe.

C'est au nom de cette logique stupide que Bardella promet davantage d'expulsions si le RN arrive au pouvoir en 2027, ainsi qu'un nouvel arsenal répressif : peines planchers, suspension des aides sociales aux familles, facturation des dégâts aux parents, multiplication des lieux d'enfermement pour mineurs...

Depuis des décennies, les gouvernements durcissent les lois, renforcent les sanctions et étendent les pouvoirs de la police, sous prétexte de faire disparaître les violences. Mais, si la société est violente, cela ne tombe pas du ciel. C'est le produit des inégalités, de la précarité et de l'absence de perspectives offertes, notamment à la jeunesse.

Bardella n'est pas « *horrifié* » par cette société-là. Au contraire il aspire à la gérer. Et, pour y parvenir, il exploite les peurs, invente des coupables commodes et distille son poison anti-immigrés.



La UNE du JDD

Code noir : quatre siècles pour l'abolir !

Le 28 mai, les députés de l'Assemblée nationale ont voté une loi abrogeant le Code noir proposée par le groupe Liot, qui regroupe des députés indépendants et d'outre-mer.

Bien que l'esclavage ait été aboli en 1848 en France, les textes de loi qui le codifiaient n'avaient jamais été abrogés ! Ces articles datant des 17^e et 18^e siècles établissaient que « *l'esclave est un bien meuble* » de son propriétaire, libre d'en disposer comme il l'entend. Les règles concernant les rapports entre propriétaires et esclaves se résument à l'affirmation que les premiers avaient bien sûr tous les droits sur les seconds. L'article 38 de ce Code noir précisait qu'un esclave fugitif « *aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur l'épaule* » à sa première tentative, « *aura le jarret coupé* » à la deuxième et « *sera puni de mort la troisième fois* ».

Ces textes légiférant sur l'esclavage et la répression contre les révoltes étaient l'émanation de la société capitaliste établissant sa domination sur le monde. Mais la terreur systématique qui accompagnait la traite négrière et l'esclavage n'empêcha jamais les soulèvements dans les plantations des Antilles ou de l'océan Indien, de Haïti à Madagascar. Il fallut des révoltes et des révolutions pour que l'esclavage finisse par être aboli, sans que cela entame les fortunes des grandes familles bourgeoises françaises, qui s'étaient enrichies de la traite et de l'exploitation des esclaves.

Cette bourgeoisie prétendument civilisée et républicaine, revendiquant fièrement la devise « Liberté, égalité, fraternité », n'en a pas moins laissé le Code noir enfoui pendant des siècles parmi les nombreuses règles et lois de son État.

À l'occasion des vingt-cinq ans de la loi Taubira reconnaissant la traite et l'esclavage comme un crime contre

l'humanité, Macron prétend réparer l'oubli et se dit favorable à l'abrogation du Code noir. Et s'il tient à faire grand bruit autour de cette proposition, c'est aussi pour estomper l'impression laissée par le fait que, le 25 mars, la France a refusé de voter une résolution à l'ONU affirmant que la traite et l'esclavage des Africains a été « *le plus grave crime contre l'humanité* », rejoignant la position adoptée par une cinquantaine de pays occidentaux, dont les États-Unis, l'Argentine et Israël. Deux siècles après l'abolition de l'esclavage, les tenants du capitalisme et de l'impérialisme mondial mènent un combat politique pour nier que leurs fortunes, leur domination, leur « civilisation » reposent sur un bain de sang. « *Le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores* », avait résumé Karl Marx. Pour régler les comptes avec cette barbarie, il faudra une révolte des exploités.

Congrès CGT : comment combattre l'extrême droite ?

Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, qui tenait son 54^e Congrès confédéral à Tours du 1^{er} au 5 juin, a commencé son rapport d'ouverture en dénonçant « les bruits de botte qui s'amplifient » et « la menace de l'extrême droite ».

Après avoir taclé Bardella dont la « *vraie idylle cachée n'est pas la princesse des Deux-Siciles mais le Medef* », Sophie Binet a affirmé, à juste raison, que « *l'extrême droite est la pire ennemie du monde du travail* ». Elle a dénoncé le soutien de plus en plus ouvert des grands capitalistes aux politiciens d'extrême droite qui « désignent des boucs émissaires » pour éviter « *que la colère se retourne contre le capital* ».

Sophie Binet exprime là les inquiétudes légitimes de nombreux militants de la CGT, à la fois confrontés à la possible arrivée du RN au pouvoir et déboussolés parce que de plus en plus de travailleurs autour d'eux basculent dans le vote RN, quand ce ne sont pas carrément des syndiqués de la CGT. Combattre l'influence de l'extrême droite parmi les tra-

vailleurs et proposer une politique pour enrayer sa marche vers le pouvoir est bien sûr la tâche vitale d'une organisation ouvrière qui revendique 600 000 adhérents.

Mais la seule perspective que propose Sophie Binet est de compter sur la gauche, qu'elle revienne sous une forme ou sous une autre au pouvoir. Or c'est cette gauche qui a éccœuré et déboussolé des millions de travailleurs en servant le grand patronat chaque fois qu'elle a gouverné. Ce sont les trahisons répétées de cette gauche qui sont parmi les raisons des progrès du vote RN dans l'électorat ouvrier.

Une autre raison de la progression des idées de l'extrême droite est le remplacement méthodique, dans la conscience des travailleurs, de l'internationalisme par le nationalisme, des perspectives socialistes par le souverainisme et le protectionnisme. Or, si Sophie Binet s'est proclamée « internationaliste », elle a regretté le fait que « *de plus en plus de pays du Sud ne se contentent plus d'être les ateliers du monde mais maîtrisent désormais l'ensemble des chaînes de*

valeur ». Ce qui revient à dire qu'il faudrait chercher les responsables des suppressions d'emplois dans des pays comme la Chine, et pas d'abord du côté des capitalistes et des dirigeants français et occidentaux.

On ne peut combattre la montée de l'extrême droite sans agir pour que les travailleurs reprennent confiance dans leurs propres forces. S'en remettre à la gauche qui les trahira une nouvelle fois ne peut que mettre en difficulté les militants ouvriers qui cherchent une solution et éloigner plus encore les travailleurs du rang de la nécessité de s'organiser pour préparer le combat contre la classe capitaliste qui plonge la société dans la guerre et le chaos.



Carrefour Sainte-Suzanne et Saint-Benoît

Lorsque l'on fait ses courses à Carrefour Beaulieu ou Quartier Français, semaine après semaine, on assiste à la valse des étiquettes et des prix qui changent souvent... à la hausse.

Beaucoup d'argent est ainsi récolté par les directions qui se refusent à augmenter nos salaires au même rythme que les prix, les siens en particulier.

Y a maldonne. Il va falloir rehausser notre net !

Avec la baisse de leur pouvoir d'achat, les clients désertent de plus en plus les magasins en semaine préférant concentrer leurs achats le samedi et surtout privilégier l'achat de nourriture aux dépenses de produits moins essentiels comme les produits d'entretien ou autres électroménagers.

Pour ne pas essuyer trop de perte, la direction se rattrape... en augmentant les prix !

À l'entrée du magasin de Quartier Français, la direction a fait installer une arche bleue pétante surmontée du slogan : « La France qui gagne ! ».

Les travailleurs du magasin, eux, n'en ont pas vu la couleur !

Leader Price

L'annonce faite par Caillé patron de Leader Price et ceux de Run Market de fusionner n'a été suivie d'aucune information sérieuse parmi les travailleurs concernés qui se demandent à quelle sauce ils vont être mangés. Vont-ils pouvoir tous garder leur emploi ?

Les patrons font tout en catimini. Ils appellent cela « le secret des affaires ».

Bien que nous, travailleurs, fassions tout fonctionner, ils prétendent que ces entreprises sont leur propriété et que nous n'avons pas à y furrer

notre nez.

Et nous, nous leur répondons : « Ouvrez vos livres de comptes !

Dites publiquement ce que vous concoctez derrière notre dos ! ».



ALEFPA

Bien que les arrêts pour maladie et accidents professionnels montent en flèche, la direction continue à balader les aides à domicile d'une ville à l'autre sans tenir compte des trajets à effectuer. Une telle qui travaille à La Plaine des Palmistes ou Sainte-

Rose aura dans la foulée à faire une deuxième prestation à Saint-Benoît, etc.

Le résultat, c'est que les salariées les plus âgées n'en peuvent plus et que ces conditions de travail dégradées ne les mettent pas dans les

meilleures conditions pour s'occuper de personnes âgées ou handicapées qui ont besoin au contraire d'un environnement humain apaisé.

Décidément la course au profit est incompatible avec le bien être de l'humanité !

Education nationale : les AED en colère

Répondant à un appel national à la grève, ce mardi 2 juin, les assitants d'éducation de La Réunion (AED) ont manifesté devant le rectorat. Ces salariés parmi les plus précaires de l'Éducation nationale, ont choisi la période actuelle de reconduction des CDD pour se faire entendre. Les surveillants réclament une convention collective et la généralisation

des contrats à durée indéterminée.

Les lycées de l'île emploient 1894 AED qui effectuent un travail indispensable d'encadrement et de soutien scolaire auprès des lycéens. Ils n'ont pas de convention collective, ni aucune perspective d'évolution de carrière, leur salaire n'étant soumis à aucune réévaluation liée à l'ancienneté. Contrairement aux enseignants et

aux agents, les surveillants n'ont pas de dispositif de mobilité géographique qui leur permettrait de changer de lieu de travail. Soumis à des entretiens annuels d'évaluation, le renouvellement ou non de leur contrat dépend du bon vouloir de leur chef d'établissement.

Leur coup de semonce est plus que justifié !

Acharnement vengeur de la BNP contre un syndicaliste

Paul Junot syndicaliste CFTC de la BNP Paribas de La Réunion avait fait condamner son entreprise par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en 2021 pour non-respect des plafonds réglementaires de frais bancaires, notamment lors de rejet de chèque ou de prélèvement. La banque ne suivait pas non plus les règles relatives aux dates de valeur pour les opérations enregistrées au débit des comptes de ses clients. Elle avait été condamnée à une amende de 3 millions d'euros.

Il vient d'être licencié par cette banque, après y avoir travaillé pendant 41 ans, « pour un comportement jugé violent, agressif, hostile et dénigrant, des propos tenus en CSE,

une attitude menaçante envers un cadre, ainsi qu'un climat de souffrance au travail ».

Paul Junot est connu pour avoir mené de nombreuses grèves plutôt bien suivies par ses collègues de travail. La BNP cherchait depuis des années à s'en débarrasser pour avoir les mains libres de mener les employés à la baguette. Elle ne pouvait pas s'en prendre à lui officiellement pour son engagement syndical. Ne lui restait plus que la solution d'une soi-disant « faute professionnelle ».

En 2023 le licenciement avait été refusé par l'inspection du travail. La BNP avait fait un recours au tribunal administratif qui lui donnait satisfaction en décidant que le maintien

du salarié au sein de l'entreprise est impossible. L'inspection du travail s'incline alors et se conforme à la décision du TA tout en laissant toutefois entendre qu'elle a été prise uniquement à charge. Paul Junot ira en appel.

Dans ce combat courageux mais singulier d'un syndicaliste se manifeste la collusion habituelle entre puissants et machine judiciaire. Il ne faut pas négliger cette leçon. Le terrain de lutte où les travailleurs peuvent se renforcer collectivement ce ne sont ni les tribunaux ni les bureaux ministériels mais la grève.

DANS LE MONDE

UNION EUROPÉENNE

La guerre aux réfugiés renforcée

Le 1^{er} juin, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont trouvé un accord sur un texte intitulé Règlement retour, qui renforce les moyens des États pour expulser les étrangers en situation irrégulière.

Ce règlement complète le pacte sur la migration et l'asile adopté en 2024, qui avait déjà beaucoup durci les contrôles aux frontières. Il répond aux exigences de la droite et de l'extrême droite européennes, qui font de la lutte contre l'immigration l'un de leurs principaux fonds de commerce électoraux. Mais il est soutenu par la quasi-totalité des gouvernements de l'Union ; en France, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, et le ministre des Affaires européennes, Benjamin Haddad, se sont réjouis de son adoption.

Le texte accroît les sanctions contre les migrants qui refusent de collaborer à leur propre expulsion. Il autorise notamment la saisie de documents d'identité et porte la durée maximale de rétention à vingt-qua-

tre mois, contre six aujourd'hui. Des hommes et des femmes qui n'ont commis d'autre « délit » que de chercher à vivre ou travailler en Europe pourront ainsi être enfermés pendant deux ans. Les interdictions d'entrée sur le territoire européen pourront atteindre dix ans, voire vingt dans certains cas. Le règlement donne également davantage de pouvoirs aux autorités pour rechercher les personnes menacées d'expulsion. Les associations apportant aide et hébergement aux exilés craignent que ces dispositions ne facilitent les contrôles et les interventions dans leurs locaux et renforcent encore la pression exercée sur les migrants.

De plus, cet accord ouvre la voie à la création de centres de rétention hors du territoire de l'UE. Des migrants pourraient être envoyés dans des pays avec lesquels ils n'ont aucun lien, au nom de la politique dite des « hubs de retour ». L'Italie a déjà conclu un tel accord avec l'Albanie pour y transférer certains exilés, tandis que d'autres États européens recherchent des pays prêts à jouer le rôle de géo-

liers pour l'Union, comme le Rwanda, le Kazakhstan ou l'Ouzbékistan. L'UE renforce ainsi son arsenal judiciaire et policier contre les pauvres qui fuient la misère, les dictatures ou les guerres, dans lesquels les puissances qui la composent portent une grande part de responsabilité.

Ceux qui cherchent un refuge en Europe ne cesseront évidemment pas de le faire parce que les frontières seront plus dures à franchir ou les centres de rétention, plus nombreux. En revanche, ces politiques toujours plus répressives rendront leur parcours encore plus dangereux et accroîtront les souffrances de femmes et d'hommes qui risquent déjà leur vie sur les routes de l'exil.



Coup de force gouvernemental

Les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie se tiendront le 28 juin prochain avec un corps électoral élargi de plus de 10 000 nouveaux électeurs grâce à une loi promulguée le 28 mai.

Le 13 mai 2024, il y a tout juste deux ans, c'est contre l'élargissement du corps électoral que s'est mobilisée la jeunesse kanake et océanienne. Pendant près de quatre mois, des milliers de jeunes se sont affrontés à la police et aux milices caldoches. La répression fit 14 morts dont 11 Kanaks, mais le gouvernement dut remballer son projet de loi qui favorisait la droite anti-indépendantiste, en lui donnant des électeurs supplémentaires et en laissant les Kanaks toujours minoritaires dans leur propre pays.

Deux ans plus tard, le gouvernement tente une nouvelle manœuvre : il veut tenir les élections reportées depuis deux ans en élargissant partiellement le corps électoral aux « natifs ». En Nouvelle-Calédonie, il y a depuis les accords de Nouméa

de 1998 plusieurs listes électorales. Pour les élections nationales, la liste comprend 218 000 électeurs, tous les citoyens français. Pour les élections provinciales, la liste comprend 181 000 électeurs. Elle est pour cela limitée aux personnes qui résidaient en Nouvelle-Calédonie avant 1998, ainsi qu'à leurs descendants, à la condition d'avoir résidé pendant dix années consécutives sur le territoire et que leurs ascendants aient été déjà inscrits.

En rajoutant les « natifs », le nombre d'électeurs a priori favorables aux anti-indépendantistes va grossir de 6 400, tandis que ceux issus de la communauté kanake ne va grossir que de 4 000 personnes. Les anti-indépendantistes devraient donc bénéficier de 2 400 voix de différence, une aide précieuse dont ils ont besoin pour conserver le pouvoir dans la Province Sud, celle de Nouméa, vers laquelle bien des Kanaks et des Océaniens ont migré ces dernières années, et y menacent la majorité caldoche.

Devant l'hostilité des Kanaks, le gouvernement a renoncé à ajouter aux natifs leurs conjoints. Pour neutraliser une éventuelle mobilisation des partis kanaks, il a aussi promis à ces derniers de nouvelles négociations sur le statut de l'archipel après les élections provinciales. Et, de fait, si les partis kanaks ont protesté contre la manœuvre de Lecornu, ils appellent les électeurs kanaks à se mobiliser dans les urnes.

En attendant, la population kanake et océanienne subit un chômage et une misère aggravés par une crise économique profonde. Le nombre d'emplois salariés dans le privé a chuté de 18 % depuis 2014, le chômage n'est indemnisé que pendant neuf mois et il n'y a pas en Nouvelle-Calédonie de RSA. Rien ne dit que les travailleurs et les pauvres de l'archipel accepteront d'être de nouveau ainsi méprisés.

FRANCE-VANUATU

Pour quelques cailloux de plus...

Mardi 19 mai, le Premier ministre du Vanuatu, Jotham Napat, a accusé Paris de pratiques coloniales, et il y a de quoi. La France refuse en effet de rétrocéder Matthew et Hunter, des cailloux volcaniques inhabités d'une surface de 0,7 km².

Comme ces deux îlots sont situés à quelque 300 kilomètres à l'est de la Nouvelle-Calédonie, leur possession est une belle affaire qui permet à la France de prolonger sa zone économique exclusive dans le Pacifique d'environ 350 000 km² ! Alors, entre zones de pêche, ressources minières potentielles, présence militaire française dans le Pacifique, il n'est pas question pour le gouvernement d'en céder la souveraineté.

Il y a un siècle, du temps de l'Empire colonial français, le Vanuatu — à

l'époque les Nouvelles-Hébrides — était un condominium, une colonie partagée par la France et la Grande-Bretagne. En 1976, alors que le mouvement indépendantiste prenait de l'ampleur au Vanuatu, l'État français s'appropriait les îlots en les transférant à la Nouvelle-Calédonie. Quatre ans plus tard, en 1980, quand le Vanuatu accéda à l'indépendance, sa souveraineté exclut ses îlots, même s'il la revendiqua dès le premier jour. En 1983, la marine vanuataise débarqua même sur l'une des îles, dévissa la plaque française et planta son propre drapeau. La France répliqua en envoyant un bâtiment militaire rétablir les symboles tricolores et, depuis, elle effectue des patrouilles navales régulières.

Dernièrement, dans son désir de jouer un rôle entre la Chine et les États-Unis, l'impérialisme français

a cherché à gagner de l'influence au Vanuatu. En réponse aux avances de Macron, le gouvernement vanuatais a posé comme condition la rétrocession des deux îlots. Marine Le Pen a saisi l'occasion pour faire, en décembre dernier, une sortie tricolore en affirmant que « *les Français n'ont pas à subir que le pouvoir macroniste démantèle nos territoires d'outre-mer dans leur dos.* » Pas moins.

Tout en se disant prêt à négocier des droits de pêche avec le Vanuatu, le gouvernement a affirmé que jamais, jamais il ne cèdera la souveraineté sur ces îlots désertiques situés à 17 000 km de ses bureaux... À quand l'envoi du porte-avions ?

Samsung a dû payer

La mobilisation de dizaines de milliers de travailleurs de Samsung Electronics a marqué les esprits, y compris en France.

Les images de la journée de mobilisation du 23 avril ont montré près de 40 000 travailleurs rassemblés de façon très organisée, presque militaire, comme c'est de tradition pour les syndicats de Corée du Sud. Durant quelques heures, notamment dans la division des puces mémoires, la production a largement été bloquée. Suite à cela, le syndicat, qui est en pleine expansion (ses effectifs sont passés de 6 000 à 75 000 syndiqués en sept mois), a adressé un ultimatum à la direction. Il aurait appelé à une grève totale pour dix-huit jours du 21 mai au 7 juin, si la direction n'acceptait pas de négocier le montant d'une prime annuelle de plusieurs centaines de milliers d'euros.

Ce montant est au niveau des profits du groupe et de l'envolée boursière de ses actions. En effet, la spéculation mondiale dans le domaine de l'intelligence artificielle a fait que Samsung a vu sa capitalisation boursière dépasser les mille milliards de

dollars et le prix de son action multiplié par six en un an. Avec sa revendication, le syndicat de Samsung Electronics ne faisait d'une certaine manière que revendiquer que les travailleurs qui sont à la source de toute cette richesse ait « *leur part du gâteau* ». Du côté patronal et gouvernemental, il y a eu un matraquage pour dénoncer ces travailleurs qui « *en demandaient trop* ». La direction de Samsung a préféré reculer plutôt que de tenter la confrontation. Une heure à peine avant la fin de l'ultimatum fixé par le syndicat, la direction a fait un pas en arrière. Cela a suffi pour que le jeune syndicat de Samsung Electronics lève son appel à la grève, empêchant les travailleurs de Samsung de mesurer leur force.

Après négociation, une augmentation de salaire de 6,2 % a été obtenue pour l'ensemble des 130 000 salariés de Samsung Electronics. La direction a aussi cédé une prime de près 300 000 euros pour les 28 000 salariés de la division puces mémoire, de 90 000 euros pour les 50 000 autres salariés de la division semi-conducteurs et enfin une de 3 000 euros pour 52 000 autres salariés des divisions télé-

viseurs et téléphones mobiles. Diviser pour régner, telle a été sa politique ! Et puis, pour plus de 85 % ces primes seront constituées d'actions Samsung Electronics. Ce qui signifie que si demain la bulle spéculative de l'intelligence artificielle éclate et que cette action s'effondre, la prime se dégonflera automatiquement.

Cela dit, le recul de la direction du plus grand trust sud-coréen, réputée très antisyndicale, est une victoire marquante. Le montant de la prime accordée à ceux de Samsung Electronics mesure peut-être la crainte de la classe capitaliste d'un retour de la combativité des travailleurs de Corée du Sud.



RÉPRESSION AUX COMORES

L'essence du gouvernement, c'est la dictature !

L'annonce de nouvelles et fortes augmentations des carburants (+ 46 % pour le gazole, + 33 % pour l'essence et + 28 % pour le pétrole lampant) par le gouvernement comorien le 9 mai dernier a déclenché la colère populaire.

Lundi 11 mai les taxiteurs se mettaient massivement en grève à l'appel de leur syndicat « Usukani Wa Masiwa », bloquant de fait toute possibilité de déplacements dans ce pays dépourvu de transports en commun. Le lendemain ils étaient suivis par les commerçants qui, à l'appel de leur syndicat le « Synaco » fermaient tous leurs rideaux.

Mercredi 13 mai, la colère ga-

gna la population des quartiers populaires qui, autour de la capitale Moroni, mais aussi de Mutsamudu à Anjouan, érigèrent des barricades interdisant toute circulation.

C'est contre eux que le gouvernement et le chef de l'État, Azali Assoumani, absent du pays pour cause de participation au sommet « Africa Forward » à Nairobi, ont décidé de déclencher la répression en leur envoyant leurs forces de l'ordre.

Celles-ci se sont déchaînées parmi les cases sous tôle violentant jeunes, femmes et même enfants. L'un des policiers allant jusqu'à passer un pneu autour du cou d'une jeune femme, symbolisant la menace à peine voilée de mise à mort. Mais

d'autres de ces sbires n'hésitèrent pas à tirer à balles réelles à Anjouan sur deux jeunes manifestants qui en sont morts.

Ces deux assassinats ont encore plus révolté la population. Le gouvernement a montré qu'il était prêt à lâcher ses chiens et malgré tout la protestation populaire a continué.

Ce qui l'a contraint, samedi 16 mai, à faire machine arrière et à suspendre ses hausses de prix.

C'est la preuve que pour imposer son droit à vivre décemment la population laborieuse ne peut compter que sur sa mobilisation et son unité contre ceux qui dominent et pillent la société.